

ORDRE DU JOUR DU SEGMENT THEMATIQUE

**Après 2025 : Lutter contre les
inégalités en matière de santé en
soutenant la riposte au VIH, les
droits humains et la réduction des
risques pour les personnes qui
consomment des drogues**

Objectifs principaux et thèmes centraux de la réunion :

Ce volet thématique examinera comment le Programme commun et les États membres peuvent faire progresser la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031) en s'attaquant aux obstacles structurels qui continuent d'entraver les progrès en faveur des personnes qui s'injectent ou consomment des drogues.

Les discussions porteront sur les questions suivantes :

- Le rôle central des droits humains, des réformes juridiques et politiques, ainsi que de la dépénalisation, pour faciliter l'accès aux services liés au VIH et à la réduction des risques.
- Garantir une réduction durable des risques, notamment grâce à des financements nationaux et à l'intégration dans les soins de santé primaires, tout en préservant les modèles portés par les communautés.
- L'importance du leadership communautaire, en particulier des réseaux de personnes consommant des drogues, dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de services efficaces.
- Lutter contre les inégalités et le manque d'opportunités auxquels sont confrontées les femmes, les jeunes, les personnes incarcérées, les populations déplacées et les autres consommateurs/-trices de drogues.
- Identifier les mesures nécessaires pour une riposte au VIH durable, équitable et respectueuse des droits.

Animateur : ONUSIDA

9 h – 9 h 45 : Dialogue d'ouverture et discours liminaires :

Le dialogue d'ouverture et les discours liminaires permettront de définir le contexte stratégique et politique de la réunion, en réaffirmant le rôle central des droits humains, de la santé publique et du leadership communautaire dans la mise en œuvre de réponses efficaces au VIH pour les consommateurs/-trices de drogues. Cette session réunira des dirigeants mondiaux, des représentants des États membres et des représentants des communautés les plus touchées par le VIH et les politiques en matière de drogues, soulignant ainsi l'importance de la responsabilité partagée et de l'action multisectorielle.

- Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA
- Monica Kathina Juma, directrice exécutive de l'ONUDD
- Dr Mathume Joseph Phaahla, vice-ministre de la Santé, Afrique du Sud
- Anton Basenko, directeur exécutif de l'INPUD

9 h 45 – 10 h : Mise en contexte ; présentation des points clés du document de référence (données)

- Mary Mahy, responsable de l'équipe « Données et données probantes », ONUSIDA
- Umunyana Rugege, responsable d'équipe, Droits humains, ONUSIDA

Interventions de l'assistance

10 h – 10 h 15 : Pause-café

10 h 15 – 12 h Table ronde n° 1 : Faire face aux inégalités qui empêchent de progresser dans la lutte contre le VIH chez les consommateurs/-trices de drogues

Cette séance s'ouvrira par une intervention introductive sur la manière dont les services de réduction des risques s'adaptent aux besoins en constante évolution des consommateurs/-trices de drogues, notamment à l'évolution des modes de consommation selon les tranches d'âge et aux répercussions des contextes humanitaires, des situations de conflit et des autres situations de crise. La séance se poursuivra ensuite par une table ronde consacrée à l'examen de la manière dont les inégalités structurelles et sociales persistantes continuent d'entraver les progrès en matière de prévention, de traitement et de prise en charge du VIH chez les consommateurs/-trices de drogues. En s'appuyant sur leur expérience personnelle, les intervenants examineront comment les formes croisées de discrimination et d'exclusion (liées à l'âge, au genre, à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle, à l'incarcération, aux crises humanitaires, aux déplacements de population et à la stigmatisation) influencent l'accès aux mesures de réduction des risques ainsi qu'aux services sanitaires et sociaux au sens large. La discussion mettra en avant des approches fondées sur des données factuelles, axées sur les droits et menées par les communautés pour surmonter ces obstacles, en accordant une attention particulière aux personnes les plus souvent laissées pour compte dans la lutte contre le VIH.

Intervenants :

- **Kaumba Akuffo**, militante des droits humains et cofondatrice de Tithandizane Comfort Homes, Zambie
- **Álvaro Morales Aser**, psychologue en santé médico-légale, spécialisé en psychopharmacologie et en dépendance aux drogues, Hôpital clinique San

Carlos/Imagina MÁS, Espagne

- **Alexei Lakhov**, conseiller politique, Réseau européen des personnes qui consomment des drogues
- **Tatyana Sleiman**, ancienne directrice générale de Skoun, Liban
- **Nara de Araujo**, directrice de la prévention et de la réinsertion sociale au Secrétariat national chargé de la politique en matière de drogues, ministère de la Justice et de la Sécurité publique, Brésil

Interventions de l'assistance

12 h – 13 h Pause déjeuner

13 h – 14 h 45 Table ronde n° 2 : Protéger les droits humains par le biais de réformes législatives et politiques

Cette séance débutera par une présentation, animée par l'INPUD, des lignes directrices de l'ONUSIDA, de l'ONUDC et de l'INPUD sur la dépénalisation de la consommation de drogues, suivie d'une table ronde qui examinera en quoi une réforme du droit et des politiques fondée sur les droits humains est essentielle à la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida pour les consommateurs/-trices de drogues. Les intervenants examineront les données disponibles et les expériences menées dans différents pays qui montrent comment la dépénalisation de la consommation de drogues, les alternatives aux sanctions pénales et la protection de l'espace civique contribuent à améliorer les résultats en matière de VIH, à réduire la stigmatisation et la discrimination, et à renforcer le leadership communautaire. La discussion mettra également en avant le rôle central des consommateurs/-trices de drogues dans l'élaboration des réformes juridiques et la défense des droits humains, notamment à travers l'utilisation de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et de la Note d'orientation en tant qu'outils de plaidoyer et de responsabilisation.

Présentation introductive

- **PNUD** - « Note d'orientation de l'ONUSIDA, du PNUD et de l'INPUD intitulée “La dépénalisation de la consommation de drogues dans le contexte du VIH” »

Intervenants :

- **Aniedi Akpan**, présidente du Réseau de plaidoyer pour la réduction des risques liés à la consommation de drogues (DHRAN) et directrice générale de l'Organisation pour des soins de santé préventifs et sans drogue (DAPHO)/Nigeria
- **Verónica Russo**, Réseau latino-américain et caribéen des personnes qui consomment des drogues (Red Latinoamericana y del Caribe de Personas que Usan Drogas)/Réseau argentin pour les droits et l'aide aux personnes vivant avec le VIH (Red Argentina para los Derechos y Asistencia de las Personas con VIH), Argentine
- **Ardhany Suryadarma**, responsable des politiques nationales, Rumah Cemara, Indonésie
- Représentant du gouvernement colombien (à confirmer)

Interventions de l'assistance

14 h 45 – 15 h : Pause-café

15 h – 16 h 30 Table ronde n° 3 : Financement durable des mesures de réduction des risques

La séance débutera par une présentation introductive offrant une vue d'ensemble des déficits de financement et des défis liés à la transition, suivie d'une table ronde animée par un modérateur et d'interventions de l'auditoire. Cette intervention sera suivie d'une table ronde qui portera sur la pérennité à long terme des services de réduction des risques, en mettant particulièrement l'accent sur leur financement, leur intégration au sein des systèmes de santé nationaux et la préservation des modèles menés par les communautés. La discussion portera sur le sous-financement chronique des mesures de réduction des risques à l'échelle mondiale, les conséquences de la baisse du soutien des bailleurs de fonds et la nécessité urgente pour les pays d'adopter des stratégies de financement nationales visant à protéger et à renforcer les services essentiels. En s'appuyant sur les tendances mondiales et les expériences nationales, les intervenants exploreront des pistes concrètes pour sortir de la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds et intégrer la réduction des risques dans les soins de santé primaires et la couverture sanitaire universelle (CSU), et lever les obstacles juridiques et politiques qui entravent les initiatives financées au niveau national et menées par les communautés.

Modérateur

- Antons Mozalevskis, responsable technique pour les populations clés, Programme mondial sur le VIH, l'hépatite et les IST, OMS

Présentation introductive

- Catherine Cook, Directrice générale de Harm Reduction International : « Comblent les déficits de financement dans le domaine de la réduction des risques grâce à la transition d'un financement par les bailleurs de fonds vers un financement national : aperçu mondial »

Intervenants

- **Sha'ari Ngadiman**, vice-président du Mécanisme de coordination national, Malaisie
- **Andrew Scheibe**, Université de Pretoria et TB HIV Care, Afrique du Sud
- **Ganna Dovbakh**, directrice générale de l'Association eurasiennne pour la réduction des risques

Interventions de l'assistance

16 h 30 – 16 h 45 Clôture - Conclusion et perspectives d'avenir

- Angeli Achrekar, directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA

[Fin du document]